



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

Direction Financière, Juridique et des Achats
Service de la Commande Publique
75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES INDUSTRIELLES

FABRICATION, LIVRAISON ET INSTALLATION D'UNE VITRINE POUR LA PRESENTATION DE LA MAQUETTE RELATIVE AU PROJET LAUREAT DU CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE POUR LA CREATION DE NOUVEAUX ACCES ET ESPACES AU SEIN DU MUSEE DU LOUVRE ET L'AMENAGEMENT DE SES ABORDS POUR LE PROJET LOUVRE – GRANDE COLONNADE DU PROJET « LOUVRE – NOUVELLE RENAISSANCE ».

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#).

Le présent C.C.A.P. comporte 28 pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 28, et est associé au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	4
1-1 – Objet du marché	4
1-2 – Forme du marché	4
1-3 - Découpage en tranches, en lots	4
1.4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	4
1.5 - Protection de l'environnement	4
1.6 - Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché	5
1.7 - Dispositions générales	5
1.8 - Responsabilité sociétale des organisations (RSO)	6
1.9 – Données personnelles	6
1.10 – Mode de passation	7
1.11 – Modifications du contrat.....	7
1.12 – Livraisons complémentaires	7
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	8
3-1 - Durée du marché.....	8
3-2 – Part forfaitaire du marché	9
3-3 – Part à bons de commande	10
ARTICLE 4 – ORGANISATION DE L'OPERATION (FABRICATION, INSTALLATION DE LA VITRINE).....	10
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION	10
5-1 – Intervenants du titulaire sur le site.....	10
5-2 – Modalités particulières d'exécution	11
5-3 – Règlement du prix des prestations nouvelles restant dans le cadre de l'objet du marché	15
5-4 – Achat complémentaire sur devis	15
5-5 – Cas spécifique des prestations réalisées sur la base des unités d'œuvre indiquées au BPU	16
ARTICLE 6 – RESPONSABILITES, ASSURANCES, GARANTIE	16
6.1 – Responsabilités	17
6.2 – Assurances	17
6.3 – Garantie	17
ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	18
7-1 – Nature et contenu des prix	18
7-2 – Prestations traitées dans le cadre de la partie « marché »	18
7-2 – Prestations traitées dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande »	18
7-3 – Modalités de variation des prix.....	19
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT	19
8-1 – Répartition des paiements.....	20
8-2 – Modalités de règlement des prestations.....	20

8-3 – Présentation des demandes de paiement et Modalités de transmission des documents relatifs au paiement	20
8-4 – T.V.A.....	21
8-5 – Délais de paiement – Intérêts moratoires.....	21
8-6 – Paiement des co-traitants, sous-traitants	21
ARTICLE 9 – AVANCE.....	22
ARTICLE 10 - SOUS TRAITANCE	22
ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS - RECEPTION	22
11-1 – Part forfaitaire	23
11-2 – Vérification des prestations à bons de commande	23
ARTICLE 12 – PENALITES	23
Pénalités de retard.....	25
Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise	25
Autres Pénalités.....	25
ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE.....	25
ARTICLE 14 – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE	26
ARTICLE 15 – NORMES, BREVETS, LICENCES	26
ARTICLE 16 – QUALITE DU SERVICE.....	26
ARTICLE 17 – EXCEPTION D'INEXECUTION	27
ARTICLE 18 – RESILIATION	27
ARTICLE 19 – LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX	27
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG	27

ARTICLE 1 – OBJET

1-1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la **fabrication, la livraison et l'installation d'une vitrine pour la présentation de la maquette du projet lauréat du concours international d'architecture pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords pour le projet Louvre – Grande Colonnade du projet « Louvre – Nouvelle Renaissance ».**

La vitrine est une vitrine démontable à 5 faces avec un ouvrant à la française.

Le détail des prestations est décrit dans le CCTP.

1-2 – Forme du marché

Le présent marché, conclu avec un seul opérateur économique (mono-attributaire), correspond :

- pour partie et à titre principal à un marché ordinaire, rémunéré par un prix global et forfaitaire, pour les prestations de conception, de fabrication, de tests et de livraison/installation de la vitrine (et des éléments associés) et,
- pour partie à un accord-cadre avec bons de commande (traité à prix unitaires) sans minimum et avec maximum fixé à 49 999,99 euros HT¹ (sous réserve que le montant maximum de l'accord-cadre (part forfaitaire et montant maximum de la part à commande) ne dépasse pas 143 000 euro(s) HT sur la durée totale du marché), pour les prestations associées (démontage de la vitrine et réinstallation dans un autre espace ; fourniture et mise en place d'éléments complémentaires tels que des cimaises autour de la vitrine ; achat d'éléments complémentaires à la vitrine ; prestation de modification de la vitrine, etc.).

La partie correspondant à l'accord-cadre est passée conformément aux dispositions des articles R.2162-1 et s. du code de la commande publique, notamment l'article R.2162-2 deuxième alinéa. Cette partie donne lieu à la conclusion de bons de commande. Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins. Les quantités et la nature des prestations à exécuter au titre de chaque commande figurent sur chacun des bons de commande dans le respect des documents contractuels.

1-3 - Découpage en tranches, en lots

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique ; les prestations, objet du présent marché, constituant une unité.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

1.4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/MI, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail où cette main d'œuvre est employée.

1.5 - Protection de l'environnement

¹ sur la durée totale du marché (reconduction comprise).

Conformément à l'article 7 du CCAG/MI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

1.6 - Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

1.6.1. Identification du pouvoir adjudicateur et conduite du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'administration », « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par la DIRECTION DES EXPOSITIONS ET DES EDITIONS (DEE) du Musée du Louvre.

Au sein de la direction, la personne en charge de la conduite du marché sera désigné au moment de la notification du marché. Elle pourra également être toute personne habilitée par elle pour suivre l'exécution des prestations (en l'espèce, les conducteurs de travaux en charge des départements concernés par le présent marché).

Si en cours d'exécution du présent marché, les personnes viennent à être remplacées, la personne représentant le pouvoir adjudicateur en avertit le titulaire par tout moyen en lui transmettant les noms et coordonnées de la personne en charge du dossier sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

1.6.2. Identification du titulaire

Les fournitures et prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise attributaire », « l'attributaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire désigne la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché dans la semaine suivant la notification du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dès notification dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent : - aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.7 - Dispositions générales

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations :

- pris une connaissance complète et entière des sites, du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations,
- apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et ressources en main d'œuvre...,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, de tous services et autorités compétents.

1.8 - Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

Plus particulièrement, le musée du Louvre a signé une Charte développement durable des établissements publics et entreprises publiques et s'inscrit dans une démarche de progrès.

Le titulaire doit respecter cette démarche et apporter au Louvre sur toute la durée du marché, des propositions dans le but d'améliorer les résultats obtenus en termes de confort pour les occupants et de respect de l'environnement.

Il doit sélectionner en priorité des fournisseurs et des fabricants ayant pris des engagements vis-à-vis du développement durable et privilégier :

- Les produits recyclables
- Les produits possédant l'Ecolabel européen et/ou certifiés NF environnement
- Les fournisseurs certifiés ISO 14001

Le titulaire tient une liste de ces fournisseurs à jour sur laquelle figurent les engagements et la tient à la disposition de l'EPML.

Le titulaire doit respecter le décret n°2005-829 relatif au recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques et à la réduction de certaines substances dangereuses dans ces mêmes équipements.

Il prend à sa charge l'ensemble des dépenses liées à l'élimination des déchets électriques et électroniques et assure la totale traçabilité des opérations.

En ce qui concerne les déchets relatifs à l'amiante, le candidat devra respecter les normes en vigueur de transmettre les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

1.9 – Données personnelles

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01,

responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaire. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du contrat.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

1.10 – Mode de passation

Le présent marché de fournitures industrielles est passé selon la **procédure adaptée ouverte** en application des articles R2123-1-1° et L2123-1 du Code de la commande publique.

1.11 – Modifications du contrat

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose, dans les conditions définies à l'article 23 du CCAG/MI.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, afin de répondre à une évolution des besoins en cours de marché, pour des adaptations techniques de la vitrine, objet du marché, liées notamment à la présentation de l'œuvre et qui s'inscrivent dans le périmètre du marché, il pourra être conclu un avenant entre les parties pour prendre en compte lesdites adaptations, quel que soit leur montant.

1.12 – Livraisons complémentaires

L'établissement public du musée du Louvre se réserve, en application de l'article R2122-4-1° du Code de la commande publique la possibilité de passer avec le titulaire des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le titulaire et destinées soit au renouvellement partiel de fournitures, soit à l'extension de fournitures.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Tous les documents et correspondances relatifs au marché seront rédigés en français.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MI, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement,
- l'annexe n°1 relative au bordereau des prix unitaires, ainsi que les éventuelles autres annexes à l'acte d'engagement ;

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- les annexes au Cahier des Clauses Techniques Particulières : Annexe 1 – Plan de la vitrine à fournir et intégration dans les espaces ; Annexe 2 – Procédures Permis Feu/Poussières.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics industriels (CCAG/MI*), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document,
- l'ensemble des textes législatifs et réglementaires* qui s'applique au présent marché, les documents techniques listés au CCTP (liste non limitative) : documents techniques unifiés, normes NF, règles de sécurité contre l'incendie pour les établissements recevant du public, le Code du travail, les documents techniques unifiés,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant à titre principal forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans le cahier des charges techniques (CCTP) et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- l'offre technique du titulaire, dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché.

* Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/MI, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

3-1 - Durée du marché

Le présent marché prendra effet à compter de sa date de notification conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique.

Le délai d'exécution de la part forfaitaire du marché qui commence à courir à compter de la date de notification du marché, est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et, comprend les phases de conception, de fabrication en atelier, de montage à blanc, de tests et de livraison,

d'installation et de mise en service (y compris, tests sur site) de la vitrine et de ses éléments associés. La part forfaitaire est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution des prestations forfaitaires (fabrication et installation initiale de la vitrine et de ses éléments associés).

La durée de validité de la part à bons de commande du marché au sens de l'article R2162-5 du Code de la commande publique commence à courir à compter de la date de notification du marché pour une durée initiale de vingt-quatre (24) mois. La part à bons de commande du marché peut être reconduite deux (2) fois pour une période d'un (1) an supplémentaire. Conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de la part à bons de commande.

La reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut s'y opposer.

Le Pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché (à savoir, avant la fin de la période en cours) s'il veut refuser la reconduction du marché et donc le dénoncer. Cet écrit est alors adressé au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours. En cas de non reconduction, le titulaire du marché reste tenu des obligations qui lui incombent au titre de la garantie pour la durée restante, même après la fin du marché.

3-2 – Part forfaitaire du marché

3-2-1 – Durée globale d'exécution de la part forfaitaire du marché

La durée globale d'exécution du marché comprend les délais d'approbation/validation du Louvre. La mission du titulaire s'achèvera à la réception des prestations. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies à l'article 11 du présent document, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

3-2-2 – Délais d'exécution / Planning prévisionnel

Le titulaire s'engage à procéder à la livraison et à l'installation de la vitrine conformément au délai fixé au CCTP.

Le titulaire pourra toutefois proposer des ajustements dans son offre mais en se conformant aux dispositions du présent document et du CCTP. Le délai d'exécution est celui imparti pour la réalisation des prestations incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état et le nettoyage de l'environnement immédiat, et notamment des zones de chantier. Les délais impartis englobent également les périodes de congés payés.

En effet, il est rappelé au titulaire que l'ensemble des prestations devra être exécuté dans le respect des dates et délais arrêtés et contractualisés au sein du calendrier d'exécution devenu définitif après notification par ordre de service. En effet, dans les 15 jours suivant la notification du présent marché, les délais intermédiaires et l'enchaînement des tâches seront susceptibles d'être mis au point avec le titulaire ; le planning prévisionnel transmis dans l'offre du titulaire, éventuellement recalé est notifié par décision du représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire et il devient le calendrier contractuel du marché (dit ci-après calendrier d'exécution).

C'est le planning prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des prestations forfaitaires et l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

NB : jusqu'à l'obtention du calendrier d'exécution, c'est le planning prévisionnel transmis dans l'offre du titulaire (conforme au délai maximum d'exécution fixé au CCTP) qui s'applique.

Au cours de l'exécution du marché, l'EPML se réserve la possibilité de modifier le calendrier détaillé d'exécution, en concertation avec le titulaire. Le calendrier définitif modifié est alors notifié par ordre de service au titulaire.

En cas de dépassement des délais du fait du musée du Louvre en cours d'exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra par ordre de service une nouvelle planification ou, le cas échéant, une nouvelle date limite à laquelle les prestations devront être terminées.

3-3 – Part à bons de commande

Le délai d'exécution des prestations est défini au sein du bon de commande notifié. Ce délai est arrêté compte tenu des quantités et de la nature des prestations commandées. Il est entendu que ce délai court à compter de la notification du bon de commande (sauf mention contraire dans le bon de commande).

ARTICLE 4 – ORGANISATION DE L'OPERATION (FABRICATION, INSTALLATION DE LA VITRINE)

Les prestations liées à la fabrication et à l'installation de la vitrine par le titulaire sont organisées selon les règles décrites dans le CCTP et ses annexes, ainsi que les conditions d'exécutions décrites ci-dessous.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION

Le titulaire se porte garant de son personnel en termes de responsabilité civile.

Le titulaire est responsable des moyens et méthodes utilisés par son personnel pour assurer l'exécution des prestations et leur protection individuelle ou collective. Il est seul responsable des dommages que l'exécution ou l'absence d'exécution des prestations peuvent causer, qu'il s'agisse :

- de dommages corporels, matériels ou immatériels,
- de dommages causés à son personnel ou à des tiers.

Le titulaire du marché s'engage :

- à se conformer aux moyens humains et matériels décrits dans son mémoire technique ou à une autre organisation validée par l'EPML. Dans le cas où il modifierait ces moyens, il en aviserait la personne chargée de la conduite du marché ;
- à se conformer aux contraintes particulières régissant le musée du Louvre et ses locaux de destination (locaux ouverts au public, présence de chantiers, règlement intérieur, règles de sécurité, agrément du personnel,...).

Le titulaire s'engage en tout état de cause, à exécuter le présent marché avec un personnel qualifié et formé pour l'exécution des tâches qui lui sera confié, employé par le titulaire ou par ses sous-traitants (Habilitation électrique, travail en grande hauteur, outils informatiques professionnels, etc.).

5-1 – Intervenants du titulaire sur le site

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Par ailleurs, l'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition de l'EPML, pendant toute la durée du marché et notamment pendant la période des congés payés, un effectif lui permettant d'assurer l'exécution des prestations demandées.

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par l'EPML, sont soumis aux dispositions suivantes :

5.1.1 - Contrôle du personnel

Le titulaire est informé que l'Etablissement public du musée du Louvre est susceptible de faire des contrôles des personnes intervenant sur le site du musée du Louvre, notamment le contrôle du casier judiciaire. Si le contrôle faisait apparaître des éléments incompatibles avec un travail sur son site, l'Etablissement public du musée du Louvre pourrait être amené à ne pas agréer l'employé ou à demander son remplacement, même après agrément.

Toutes les données de contrôle du personnel sont automatiquement et sans délai accessibles au titulaire et à l'Etablissement public du musée du Louvre.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Pendant son séjour dans les locaux de l'EPML, les employés du prestataire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité établies par celle-ci y inclus l'intégralité des dispositions de son règlement intérieur.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion accentuée concernant la procédure de contrôle des entrées, interdisant d'en divulguer les modalités à l'extérieur du musée.

Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. L'accès peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. La direction de la surveillance du musée délivre et précise les conditions d'utilisation des badges nécessaires pour la circulation du personnel.

La direction de la surveillance du musée délivre et précise les conditions d'utilisation des autres laissez-passer, badges ou passes nécessaires pour la circulation du personnel.

5.1.2 - Procédure d'agrément du personnel

Aucune personne ne peut pénétrer dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du présent marché, sur le site de l'Etablissement public du musée du Louvre, site sensible, si elle ne dispose pas de l'agrément de la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance (DAPS).

Le titulaire doit donc obtenir l'agrément du musée du Louvre de chaque membre de l'équipe intervenant sur site pour l'exécution des prestations avant le début des prestations dans les locaux du musée. L'EPML communiquera au titulaire la procédure de demande d'agrément en début de marché.

L'établissement public du musée du Louvre se réserve le droit de refuser l'agrément à un salarié du titulaire ne présentant pas les qualités requises.

5-2 – Modalités particulières d'exécution

5.2.1 - Lieux d'exécution de la prestation

Le titulaire réalisera la mise en œuvre des éléments constitutifs des équipements dans ses ateliers, ainsi que le montage à blanc et les différents tests associés. Ces éléments seront ensuite livrés, installés puis mis en service dans les espaces d'exposition du Musée du Louvre préalablement indiqués par la personne chargée de la conduite du marché.

Le titulaire tiendra compte de toutes les contraintes liées à son intervention dans un établissement recevant du public. En particulier, il s'engage à respecter les conditions d'accès et de circulation suivantes :

- L'acheminement et le retrait des éléments d'ouvrage et du matériel seront effectués depuis l'aire de livraison du musée, située avenue du Général Lemonnier, par la voie de desserte intérieure (V.D.I.), dans les conditions de circulation prévues dans ces espaces.
- Les horaires d'intervention du personnel du titulaire sont fixés du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h30.

NB : Les travaux de pose et d'installation de la vitrine ne pourront se faire qu'un mardi (jour de fermeture du musée), compte tenu de l'emplacement sous Pyramide.

- Par ailleurs, le titulaire s'engage à ce que son personnel et ses sous-traitants éventuels respecte les règlements intérieurs du musée et prenne toutes les mesures et précautions nécessaires pour éviter les détériorations que pourrait occasionner l'exécution des prestations.
- Le titulaire se chargera de prendre toutes les mesures nécessaires de protection des éléments livrés, jusqu'à leur installation et mise en service définitive constatée par la personne chargée de la conduite du marché lors des opérations de réception.
- Durant toute la durée des prestations sur site, le titulaire devra faire en sorte que les espaces soit, à la fin de l'intervention et au minimum chaque soir, libre de circulation.
- Le titulaire doit le maintien en état de propreté et le nettoyage de ses emprises d'intervention et de leurs abords immédiats, et en fin d'intervention l'enlèvement de tous les matériaux inutilisés ainsi qu'un nettoyage général des espaces où il a œuvré.

5.2.2 – Plan de prévention

Avant le démarrage de ses prestations sur le site du musée, un plan de prévention sera établi entre le Musée du Louvre et l'entreprise prestataire.

Le Titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Coordinateur des plans de prévention pour le musée du Louvre :

Cellule de prévention des risques

Dominique Dumont

Tel : 01.40.20.56.90

5.2.3 - Conditions de livraison, de transport et d'emballage

L'emballage, le transport et le déchargement du matériel fourni par le prestataire seront à la charge exclusive de celui-ci. Cela signifie entre autres qu'il devra prévoir l'équipement adéquat (notamment un camion avec un hayon) pour décharger son chargement de façon autonome au niveau du sol (absence de quai, de manutentionnaires et d'engin de levage à disposition sur place). Une fois au sol, les équipements seront pris en charge par les manutentionnaires du Musée du Louvre.

Les fournitures doivent être livrées soigneusement emballées. Elles sont accompagnées d'un bon de livraison qui comporte :

- la date d'expédition,
- la référence du marché
- l'identification du titulaire,
- le nom de la personne destinataire du colis, le nom de son service et l'adresse du service, et si possible son numéro de téléphone fixe et/ou portable pour pouvoir le joindre aisément en cas de problème,
- l'inventaire de son contenu.

Chaque équipement devra être emballé individuellement et de façon à minimiser les risques de choc.

Le prestataire devra prévenir par mail le représentant du Musée du Louvre au moins 48h00 à l'avance de son souhait de venir livrer du matériel au musée du Louvre, afin que ce dernier fasse la demande d'accès en conséquence auprès des personnes compétentes.

Si la livraison est effectuée avec un camion semi-remorque, le prestataire préviendra le représentant du Musée du Louvre 72h00 à l'avance au minimum, afin de planifier la livraison avec le responsable de l'aire de livraison de l'EPML.

Dans son courrier électronique, le prestataire devra préciser le nom de la ou des personnes assurant la livraison, le numéro d'immatriculation du véhicule, la date et le créneau horaire de stationnement envisagés.

La date de livraison pourra lui être refusée, notamment dans les cas suivants :

- incompatibilité avec les activités déjà prévues au musée ;
- demande reçue trop tard (non-respect des délais indiqués).

Le prestataire sera alors invité à proposer une autre date de livraison.

Le stationnement du véhicule à l'aire de livraison ne pourra excéder la durée de la livraison. **Aucune place de parking ne pourra être mise à disposition du titulaire.**

5.2.4 – Contraintes muséographiques

Les contraintes liées à l'environnement muséographique sont importantes et ne doivent pas être négligées.

Le titulaire ne peut pas accéder librement aux espaces à toutes heures (locaux techniques, cimaises, voutains...) pour lesquels l'accès s'effectue par les zones muséographiques. Les accès aux espaces muséographiques sont régis par des droits d'accès dépendants des heures. Par exemple, la nuit, les accès aux espaces muséographiques ne sont accessibles que si le titulaire est accompagné.

Le Titulaire ne sera en aucun cas autorisé à toucher ou manipuler une œuvre. Si une intervention sur site nécessite le déplacement d'une œuvre celui-ci doit être autorisé par le conservateur, programmé avec le service concerné, et effectué par du personnel formé et habilité du Musée du Louvre. Là encore, la planification est à la charge du titulaire, il devra procéder aux demandes de rendez-vous auprès du ou des départements concernés ; le cas échéant, un soutien pourra lui être apporté par le représentant du Musée du Louvre.

Le Musée du Louvre est un établissement mondialement connu et recevant 9 millions de visiteurs par an. La fermeture d'une salle en vue de réaliser des prestations d'installation de la vitrine ne peut être justifiée que pour une raison impérieuse de sécurité ou exceptionnelle qui devra faire l'objet d'un accord préalable de l'EPML

Le mardi « jour de fermeture du musée » au grand public n'est pas réellement sans public (tournages, photographes, déplacements d'œuvres, etc...). Le mardi est cependant le jour où peuvent se programmer les opérations les plus lourdes en zones muséographiques.

Les plages d'ouverture au public (lundi, jeudi, samedi et dimanche de 9H00 à 18H00.) incluant les week-ends, les jours fériés et deux nocturnes les mercredis et vendredis prolongent l'ouverture jusqu'à 22H00.

Le travail dans l'environnement direct des œuvres (salles muséographiques, ateliers de restauration ou réserves) ne peut être effectué sans l'accord et la présence d'une personne représentant les Conservations ou de la Direction de l'accueil du public et de la surveillance.

5.2.5 – Protection des abords

Le titulaire doit la protection de tous les ouvrages, installations techniques, meubles et œuvres, situés aux abords de ceux sur lesquels il intervient et susceptibles d'être affectés par l'exécution des prestations.

Ces mesures de protection concernent notamment la protection des sols. Lors de l'acheminement du matériel, le sol devra être protégé par des plaques de répartition. Par ailleurs, le sol étant en marbre sur le trajet vers la salle, le titulaire doit prévoir une protection particulière.

Le titulaire doit le nettoyage complémentaire de ces abords si l'exécution de ses prestations en a détérioré l'état de propreté.

5.2.6 – Protection du public

Le titulaire doit la protection du public présent et susceptible de subir des dommages par l'exécution des prestations.

Ces mesures de protection concernent notamment les prestations effectuées en hauteur.

Le titulaire doit prendre en compte l'éventualité de la présence ou d'une intervention aux mêmes lieux et horaires d'autres prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que du personnel du Musée du Louvre.

Si la personne chargée de la conduite du marché le juge nécessaire, il est consulté sur les conditions d'exécution de ces autres interventions. Réciproquement, les conditions d'exécutions de ses interventions peuvent être adaptées.

5.2.7 – Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire doit informer le Musée du Louvre de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler au Musée du Louvre, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des biens ou des informations, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai les représentants du Musée du Louvre. Il appartient aux représentants du Musée du Louvre de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assister les représentants du Musée du Louvre soit :

- par téléphone pour tout complément d'information,
- lors des réunions provoquées par les représentants du Musée du Louvre si nécessaire,
- en transmettant aux représentants du Musée du Louvre les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas, les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies au marché.

Le Titulaire est tenu de vérifier les indications portées sur les documents qui lui sont communiqués et de signaler dans l'état actuel connu des connaissances et de la technique toute anomalie, non-concordance et autres qui lui appartiendraient sous peine d'en subir seul et de convention expresse toutes les conséquences.

Le Titulaire est tenu de s'informer sur les répercussions directes des fournitures ou prestations autres que les siennes et de fournir les renseignements relatifs aux répercussions directes de ses prestations sur les autres. Il est responsable de tout retard apporté à ces informations.

Le Titulaire doit demander aux représentants du Musée du Louvre tous les renseignements que celui-ci peut détenir et qu'il estime utiles et nécessaires à tous les stades de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit attirer l'attention par écrit aux représentants du Musée du Louvre sur les inconvénients qui peuvent résulter des ordres reçus, sur les vices ou les malfaçons que ceux-ci peuvent entraîner soit pour ses propres prestations soit pour des tiers.

5.2.8 - Obligation de discrétion

En référence à l'article 5 du CCAG/MI, le personnel du titulaire et de ses sous-traitants est tenu de garder confidentielles les informations dont il aura eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le personnel du titulaire est tenu au secret professionnel, pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'il recueille au cours de sa mission à l'égard de toute personne étrangère au Musée du Louvre.

Il ne peut répondre à des questions relatives à ses activités au Musée du Louvre sans accord écrit de la personne chargée de la conduite du marché.

En particulier, aucune interview relative aux activités exercées au Musée du Louvre n'est autorisée sans l'accord écrit de la personne responsable du marché.

Le titulaire peut organiser des actions de communication¹ aux conditions suivantes :

¹ Par action de communication, on entend tous types d'action de promotion auprès d'interlocuteurs divers (communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou de télévisions, publicité spécialisée ou grand public...).

L'EPML doit être saisi par écrit de tout souhait d'action de communication 4 semaines au moins avant son organisation. Il se garde la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée, pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que le Louvre est seul à même d'évaluer.

Ainsi :

- ✓ Aucune visite individuelle ou collective à l'attention des journalistes - que le musée soit ouvert ou fermé, dans les salles du musée ou dans les espaces fermés au public ou sur des chantiers - des locaux ou installations sur lesquels le titulaire a travaillé ne peut être organisée sans l'accord préalable et sans la participation de la personne publique. Les tournages TV ou vidéo ainsi que les prises de vues photo sont soumis aux mêmes dispositions.
- ✓ Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression- par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

5.2.9 - Règlement intérieur

Le personnel du titulaire est tenu de respecter le règlement intérieur du musée du Louvre, en particulier les règles d'accès et de circulation. Le personnel du titulaire prendra toutes les mesures et précautions nécessaires contre toutes détériorations que pourrait occasionner l'exécution des prestations. Les intervenants devront également se conformer aux mêmes règles que celles applicables aux agents du musée du Louvre.

5.2.10 - Accès aux locaux

L'EPML doit assurer au personnel du Titulaire appelé à intervenir à l'EPML, des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

L'EPML doit informer le Titulaire des consignes de sécurité dans lesdits locaux.

5-3 – Règlement du prix des prestations nouvelles restant dans le cadre de l'objet du marché

Toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché, pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix et qui ne seraient pas identifiées à ce jour, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, dans la partie « accord-cadre à bons de commande », que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par tout moyen permettant d'attester la date de réception. Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Ces prix sont obligatoirement assortis d'un sous-détail et sont provisoires à ce stade.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ces nouveaux prix seront intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Ce bordereau supplémentaire de prix unitaires sera signé des deux parties.

Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

5-4 – Achat complémentaire sur devis

Afin de répondre à une évolution des besoins en cours de marché (notamment pour l'achat de pièces de rechange, d'éléments de couleur ou d'opacité différente compatibles, de plateau avec éclairage intégré et/ou de socles et tous autres éléments complémentaires et compatibles à la vitrine ou à ses équipements associés ou pour répondre à un besoin de mise en place d'éléments tels que des cimaises autour de la vitrine dans le cadre du montage d'une exposition) et s'inscrivant dans le périmètre du marché, l'EPML se réserve la faculté de demander au titulaire du marché, dans la partie « accord-cadre à bons de commande », l'acquisition d'éléments complémentaires ou pièces de rechange non référencés au BPU.

Toute commande de ce type est subordonnée à la mise au point par le titulaire, au préalable, d'un devis détaillé. Le titulaire envoie son devis détaillé dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'EPML, à la personne assurant la conduite du marché.

Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des nouvelles références :

- soit ce devis, une fois validé par l'EPML, sera annexé à un bon de commande ;
- soit ces nouveaux prix seront intégrés au bordereau des prix, sans donner lieu à la passation d'un avenant. L'EPML notifiera dès lors par ordre de service son accord sur les conditions proposées par le titulaire. Les prix ainsi définis font l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix signé des deux parties.

5-5 – Cas spécifique des prestations réalisées sur la base des unités d'œuvre indiquées au BPU

Concernant les prestations de démontage ou déplacement ou réinstallation le cas échéant des équipements au tarif journalier définies au bordereau des prix unitaires, l'unité d'œuvre correspond à l'ensemble des prestations effectuées en une demi-journée ou une journée de travail par un salarié (frais de déplacement, d'encadrement et matériel nécessaire compris) pour réaliser l'intervention technique définie.

Après détermination précise de la prestation finale à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande une proposition détaillée (devis) préalablement à l'émission du bon de commande afin d'en arrêter le montant global et définitif compte tenu tant de la nature, du volume et du périmètre des prestations à exécuter que du nombre de journée, défini par le titulaire, nécessaire à sa complète réalisation.

En outre, le titulaire peut, dans le cadre de son devoir de conseil, signaler à l'EPML toute erreur formelle dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations, objet du présent marché.

Les montants devront être conformes au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement en vigueur à la date de transmission du récapitulatif préalable détaillé.

L'EPML émet le bon de commande correspondant s'il souhaite passer commande.

Dans tous les cas, l'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande.

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire dans le cadre des prestations réalisées sur bon de commande, il est entendu entre les parties qu'en tant qu'employeur de celles-ci, la ou les personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations continueront d'être encadrées et dirigées de manière exclusive par le titulaire du marché sans qu'aucun transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice du pouvoir adjudicateur.

Enfin, sauf vérifications prévues au présent CCAP et surveillance du respect de règles spécifiques notamment en matière d'hygiène et de sécurité, le titulaire exerce seul, par l'intermédiaire d'un membre encadrant et superviseur, son contrôle sur la réalisation des prestations commandées, leurs conditions de mise en œuvre ainsi que sur le rendu final.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES, ASSURANCES, GARANTIE

6.1 – Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent marché. En conséquence, en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution (défaut de conduite ou de surveillance, mauvaise appréciation de la gravité d'une situation, etc.), il est responsable des dommages causés directement ou indirectement à :

- ✓ son personnel ou à des tiers ;
- ✓ ses biens, aux biens appartenant au musée du Louvre ou à des tiers, aux biens mis à sa disposition (badges d'accès, dispositif de recherche de personnes, ordinateurs et logiciels, etc.).

Le titulaire est d'autre part responsable de son matériel et de son personnel qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

6.2 – Assurances

Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires et de s'assurer contre tout risque lors de l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance responsabilité civile professionnelle à l'égard des tiers et des personnels de l'Etablissement public en cas d'accident ou de dommages causés dans l'exécution de ses prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, auprès de compagnies d'assurances notoirement connues et solvables. Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans la ou les polices qu'il a ou aura souscrites.

En aucun cas les dispositions du présent article ne pourront être interprétées comme constituant une limitation de responsabilité.

6.3 – Garantie

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG/MI, la vitrine et les équipements, objet du présent marché, doivent avoir, pour une utilisation normale, une garantie de vie minimale de deux (2) ans après réception par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire s'engage de ce fait à remplacer les éléments défectueux pendant cette période. Cette clause ne concerne pas l'usure normale des pièces métalliques de pivotement et de coulissement ayant subi favorablement les tests d'épreuve exigés par les normes, ni les détériorations occasionnées par les usagers.

Conformément à l'article 36 du CCAG/MI, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la fourniture ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux à ses frais.

Conformément à l'article 36 du CCAG/MI, lorsque la réparation d'une défectuosité incombe au titulaire, la demande de remise en état correspondante doit lui être notifiée sans retard par ordre de service.

Les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations sont fixés à maximum 4 (quatre) jours ouvrés (classiquement, dans les 48 heures) à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service (par tout moyen, mail, etc.)

Le titulaire doit exécuter immédiatement l'ordre de service, même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais dans le cas où ceux-ci sont fixés par ordre de service.

Le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités dans les conditions de l'article 15 du CCAG/MI. L'assiette de calcul de la pénalité porte sur la valeur, hors taxes, de la prestation dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations.

Conformément à l'article 36 du CCAG/MI, après admission des prestations remises en état, le délai de garantie est prolongé d'une durée égale à la durée de l'indisponibilité de la prestation concernée. Ce

délai court de la date de la notification du constat d'indisponibilité au titulaire jusqu'à la date de notification de la décision prise à l'issue des opérations de vérifications après remise en état.

ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7-1 – Nature et contenu des prix

Pour la part forfaitaire, le marché est rémunéré par un prix forfaitaire. Les prestations seront ainsi réglées par application du montant forfaitaire retranscrit dans l'acte d'engagement et des prix répertoriés dans la décomposition du prix forfaitaire.

Pour la part à bons de commande, les prestations seront réglées par application du montant défini dans le bon de commande correspondant et sur la base des quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du marché telles que décrites dans le présent CCAP et le CCTP.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Les prix sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 11.1.3 du CCAG/MI, et comprennent notamment :

- ✓ les charges fiscales et parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux frais généraux (déplacements,...), les frais d'assurance, la garantie, les frais généraux de gestion et de secrétariat, les frais de restauration et d'hôtellerie, le matériel, les produits, le transport, les matériaux et fournitures de toute nature nécessaires à l'exercice de sa mission, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que l'ensemble des prestations telles que définies au présent CCAP.
- ✓ les frais d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels ;
- ✓ les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle, les appareils de mesure et de contrôle ;
- ✓ le nettoyage des installations et des locaux techniques après intervention ;
- ✓ les garanties des équipements.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

7-2 – Prestations traitées dans le cadre de la partie « marché »

Les prestations décrites dans la part forfaitaire du marché (ou partie « marché » de l'accord-cadre) sont réglées à prix global et forfaitaire.

7-2 – Prestations traitées dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande »

Les prestations relatives à la réalisation de prestations complémentaires hors forfait peuvent faire l'objet de bons de commande établis sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ou de devis du titulaire acceptés par l'établissement public conformément aux dispositions des articles 5.3, 5.4 et 5.5 du présent CCAP.

Les prestations définies dans le bordereau de prix unitaires (BPU) de la partie « accord-cadre à bons de commande » sont traitées à prix unitaires. Les prix fixés dans le BPU ont une valeur contractuelle sous réserve de leur révision en cas de reconduction de l'accord-cadre.

7-3 – Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (m0). La date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est précisée ci-dessous :

- le mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Les prix de la partie « marché » de l'accord-cadre (partie forfaitaire) sont fermes.

Les prix de la partie « accord-cadre à bons de commande » demeurent inchangés durant l'intégralité de la première année d'exécution qui débute à compter de la notification du marché. Par la suite, en cas de reconduction, ces prix sont révisés annuellement à chaque date anniversaire, mois « Mr » correspondant à la date de reconduction de la partie « accord-cadre à bons de commande », et par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (ICHTrev-TS r / ICHTrev-TS o)]$$

Dans laquelle :

- ICHTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, publié au bulletin mensuel de statistique de l'INSEE sous l'identifiant n° 001565183 ;
- L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (Mo).
- L'indice « r » désigne la dernière valeur de l'indice connue à la date d'application des prix révisés (mois Mr).
- Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Si l'indice de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

La révision peut intervenir à la demande de l'EPML ou du titulaire, sous peine de forclusion, au plus tard à la date de révision de chaque année.

Le titulaire effectue le calcul, en mentionnant les mois et années de référence, la valeur de l'indice correspondant, et en détaillant les calculs intermédiaires, dont il soumet le détail, pour validation, auprès du musée du Louvre. La demande du titulaire doit alors être adressée à :

Musée du Louvre
Direction des Expositions et des Editions (DEE)
Service du pilotage administratif
75058 Paris Cedex 01

Par dérogation à l'article 11.2.3 du CCAG/MI lors de la mise en œuvre du calcul du prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs étant incluses), la seconde décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs étant incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès) ;

Par dérogation à l'article 11.2.1 du CCAG/MI, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT

8-1 – Répartition des paiements

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations qui seront réalisées par les différentes entreprises intervenantes intervenant sous forme de groupement et qui, de ce fait, se verront réglées directement.

8-2 – Modalités de règlement des prestations

8-2-1 Prestations forfaitaires de la part forfaitaire

Les prestations de la partie « marché forfaitaire » de l'accord-cadre sont, sauf acomptes aux conditions qui suivent, réglées en une fois pour solde du marché après réception des prestations dans les conditions définies au présent CCAP (valant admission des prestations forfaitaires).

Le titulaire peut demander le versement d'acomptes correspondant à la valeur des prestations auxquelles ces acomptes se rapportent en application des dispositions du Code de la commande publique. Toutefois, le montant total des acomptes ne pourra dépasser 15% du montant forfaitaire lors de la validation du dossier d'exécution.

8-2-2 Prestations de la part « accord-cadre à bons de commande »

Le paiement des prestations traitées à bon de commande sont réglées après réception des prestations du bon de commande dans les conditions définies au présent CCAP et sous forme de paiements partiels définitifs.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Pour chaque bon de commande, le titulaire présente une facture relative au règlement partiel définitif correspondant au paiement des prestations dont la réalisation est totalement achevée et admise/réceptionnée.

8-3 – Présentation des demandes de paiement et Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

Outre les mentions légales, doivent apparaître sur la demande de paiement présentée par le titulaire :

- les références du marché et, le cas échéant, du bon de commande,
- le nom, l'adresse et le n° du siret du titulaire
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'Acte d'Engagement,
- la date de facturation,
- le descriptif des fournitures/prestations livrées/exécutées : référence, ...,
- le montant H.T. des prestations exécutées,
- le cas échéant, le montant HT des révisions de prix,
- le montant total H.T.,
- les taux et montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC.

L'exactitude de ces mentions conditionne le règlement des prestations.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://choruspro.gouv.fr](http://choruspro.gouv.fr) aux fins de soit :

- déposer ses demandes de paiement sur le portail,
- saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factureselectroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.choruspro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Les factures qui ne seront pas transmises via le portail CHORUS PRO seront rejetées.

De plus, le numéro de Siret doit être obligatoirement conforme à celui inscrit dans l'acte d'engagement.

Le titulaire devra informer préalablement l'établissement public du musée du Louvre, de toute modification des coordonnées SIRET avant facturation.

8-4 – T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors du début d'exécution pour les acomptes mensuels.

8-5 – Délais de paiement – Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la [loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013](#) portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son [décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013](#) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

8-6 – Paiement des co-traitants, sous-traitants

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'Acte d'engagement devra indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels ayant droit au paiement direct.

Le titulaire joint en double exemplaire (l'original et une copie) à la demande de paiement, la facture du sous-traitant qu'il aura préalablement validée.

Également, en cas de groupement momentané d'entreprises, le titulaire mandataire du groupement fait parvenir en double exemplaire (l'original et la copie) les factures du co-traitant qu'il aura préalablement validées.

ARTICLE 9 – AVANCE

Pour la part forfaitaire, une avance peut être accordée au titulaire, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement. Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG/MI, le taux est à 30% du montant de la part forfaitaire du marché en application des dispositions des articles R2191-4 et R2191-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque les prestations exécutées au titre du marché atteignent ou dépassent soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché, et doit être terminé lorsque le pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80%).

Pour la part « accord-cadre à bons de commande », aucune avance n'est prévue.

ARTICLE 10 - SOUS TRAITANCE

Le Titulaire a l'obligation d'exécuter avec ses propres structures, ses propres compétences et son personnel salarié les prestations objet du présent marché.

Néanmoins, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'établissement public et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par les articles L2193-1 et suivants ainsi que R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance doit être effectuée suivant les dispositions prévues à l'article 3.6 du CCAG/MI. Aussi, ne peuvent être sous-traités que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'une des prestations avant d'avoir obtenu l'agrément des sous-traitants par l'EPML.

Il est précisé que le titulaire demeure le seul interlocuteur et le seul responsable vis-à-vis de l'établissement public. Il assume donc entièrement seul, devant l'établissement public comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations pour lesquelles il est engagé.

Les sous-traitants doivent respecter l'intégralité des dispositions du présent marché.

Le recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'établissement public expose le titulaire à une pénalité. En outre, en cas d'exécution de prestations par un sous-traitant non agréé, le titulaire engage sa responsabilité contractuelle.

ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS - RECEPTION

Par dérogation aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, à compter de l'installation de la vitrine dans les espaces du musée.

11-1 – Part forfaitaire

Pour les prestations de la part forfaitaire, l'EPML procède aux opérations de vérification des prestations ainsi qu'à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions définies au chapitre 5 du CCAG/MI.

11-2 – Vérification des prestations à bons de commande

En, complément des dispositions définies au chapitre 5 du CCAG/MI, l'EPML procède aux opérations de vérification des prestations et prend une décision à l'issue des vérifications dans les conditions définies ci-dessous.

Le résultat de la vérification est consigné dans un procès-verbal rédigé par le titulaire.

Ce procès-verbal est signé par la personne chargée de la conduite du marché et notifié au titulaire. Le but du procès-verbal de réception est d'officialiser le résultat des travaux de validation et du constat de service fait.

Il mentionne le statut affecté à la prestation à l'issue des vérifications, ce statut pouvant être :

- prestation conforme : ce statut atteste de la conformité de la prestation vérifiée au regard des spécifications du marché et du bon de commande ;

Dans ce cas, la prestation est réputée admise.

- prestation non conforme : ce statut atteste de la non-conformité de la prestation vérifiée au regard des spécifications du marché et du bon de commande.

Dans ce cas, le procès-verbal mentionne les motifs de non-conformité de la prestation, ainsi que la décision prise par l'EPML à l'issue des vérifications, qui peut être :

- o soit l'admission en l'état de la prestation, avec application d'une réfaction sur le prix ;

- o soit l'ajournement de l'admission : dans ce cas, le procès-verbal mentionne les corrections que l'EPML estime devoir être apportées par le Titulaire à la prestation. Le procès-verbal mentionne également le délai assigné au Titulaire pour procéder aux corrections indiquées. Ce délai est au maximum de 10 jours calendaires à compter de la notification du procès-verbal au Titulaire.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai prévu ci-dessus, une décision. Si le pouvoir adjudicateur du marché ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

ARTICLE 12 – PENALITES

Par dérogation de l'article 15 du CCAG/MI, les pénalités et leur taux sont ceux fixés ci-dessous.

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service et de disponibilité conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions du marché, n'est pas respecté du fait du titulaire ou d'un de ses sous-traitants, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées au présent article.

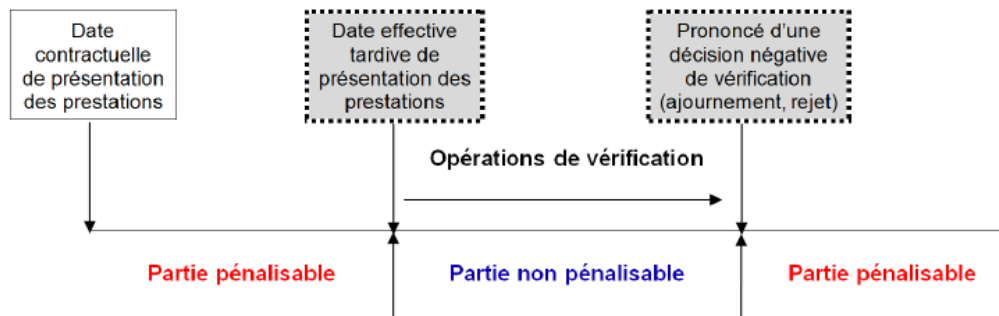
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'EPML, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions définies au présent CCAP.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

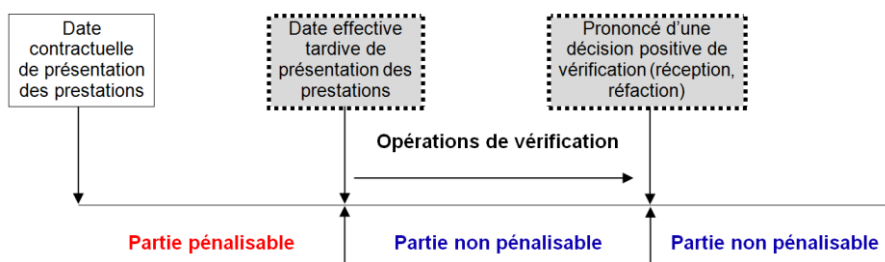


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- en cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire, au titre du présent marché, réglé à terme échu par l'EPML ; l'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 15.2 du CCAG/MI ne sont pas applicables.

Pénalités de retard

Au titre de la fourniture et de la mise en service opérationnelle de la vitrine et de l'ensemble des équipements, le non-respect de la date contractuelle de livraison et de mise en service initiale ou du délai contractuel expose le titulaire, sans mise en demeure préalable, à la pénalité de retard prévue par l'article 15.1 du CCAG/MI mais calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

En cas de non-respect des délais dans le cadre de la garantie et, s'agissant de la garantie des vitrines, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200,00 euros par jour de retard.

En cas de non-respect des délais dans le cadre des prestations sur bons de commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur du bon de commande relatif aux prestations ;

R = le nombre de jours de retard.

Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou résilier le marché, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10,00 % du montant de la partie forfaitaire du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Autres Pénalités

50 € pour absence du représentant du titulaire en cas de convocation

Si le titulaire ne satisfaisait pas à l'obligation d'enlever les matériaux ou gravois provenant de son intervention : 50 € par jour de retard

300 € par prestation exécutée sans permis de feu et 300 € supplémentaires si, en outre, l'exécution de la prestation a entraîné une détection incendie.

Défaut de propreté du chantier : 80 € par jour et par chantier.

Perte d'un badge ou de clef, 50€/unité

Non-respect du port du badge : 25 €/agent

Non-conformité de la liste nominative du personnel affecté aux prestations : 200 €/constat

Non-respect d'une consigne écrite : 300€/constat

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE

Le marché fait l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% (3% pour les PME conformément aux dispositions de l'article R2191-33 du Code de la Commande Publique) du montant du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-34 du Code de la commande publique.

Conformément au code de la commande publique, cette retenue sera libérée au plus tard :

- un mois au plus tard après l'expiration d'un délai d'un an (12 mois) qui commence à courir à compter de l'admission définitive des vitrines et équipements, période de garantie de parfait achèvement différente de la période de garantie des équipements dont la durée est définie au présent CCAP ou,
- un mois au plus tard après la levée des réserves notifiées pendant ce même délai d'un an mais non levées à la fin de ce délai.

NB : le titulaire du marché reste tenu des obligations qui lui incombent au titre de la garantie des équipements définie au présent document pour la durée restante, même après la libération de la retenue de garantie liée à la période de garantie de parfait achèvement d'un an.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande uniquement dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Cette garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la première demande de paiement. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée, ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un (1) mois au plus tard après l'expiration du délai. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai d'un an et si elles ne sont pas levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un (1) mois au plus tard après la date de leur levée.

ARTICLE 14 – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Sur demande expresse du titulaire (conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/MI), il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 15 – NORMES, BREVETS, LICENCES

Le titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des produits distribués ou utilisés.

ARTICLE 16 – QUALITE DU SERVICE

Le titulaire reconnaît comme essentiel, au titre du marché, de garantir la qualité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché.

Cette qualité résulte notamment :

- du respect des stipulations du présent marché, et notamment du CCTP, ainsi que du présent CCAP ;
- du respect des spécifications définies dans la réponse technique du titulaire ;
- du caractère permanent de la disponibilité du service et en conséquence, particulièrement, l'absence de défaillance des moyens de toute nature mis en œuvre par le titulaire ;
- de l'application des normes.

Le titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

Les standards de qualité exigés au titre du marché sont définis dans le CCAP et le CCTP.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens en matériels, ressources humaines et logistiques les plus adaptés pour atteindre les objectifs de qualité de service et en particulier à respecter les différents délais maxima attendus d'exécution des différentes prestations définis dans le présent CCAP et au CCTP.

Pendant l'exécution du marché, l'EPML se réserve le droit de procéder ou faire procéder par une société extérieure à des tests laboratoires et contrôles sur la qualité technique des équipements.

ARTICLE 17 – EXCEPTION D'INEXECUTION

Il est spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, sauf cas de force majeure, les contestations qui pourraient subvenir entre l'EPML et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/MI.

ARTICLE 19 – LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.
En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 49 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels (CCAG/MI) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/MI auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4.1
Article 6.3	Article 3.6.1
Article 9	Article 12.1

Articles du présent document	Articles du CCAG/MI auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4.1
Article 11	Article 33.1
Article 11.2	Complète le chapitre 5
Article 12	Articles 15 et 15.2